

Rimouski
16 septembre 2007

Qui sommes-«nous» ?

Mémoire présenté à
La Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement
reliées aux différences culturelles

Par Virginie Hébert

Qui suis-je ?

Je suis une jeune femme de 32 ans, mère de 2 enfants. Je détiens une maîtrise en multimédia interactif ainsi qu'un baccalauréat en communication dont une mineure en science politique. Je dirige actuellement Oui-dire média, ma petite entreprise en design interactif. Née de père camerounais et de mère québécoise j'ai grandi dans la ville de Québec, me sentant «différente» mais néanmoins très québécoise. C'est peut-être ce mélange et cette expérience particulière qui font que je cultive depuis longtemps un intérêt pour les questions identitaires, historiques et politiques, particulièrement en ce qui a trait à la société québécoise. À l'été 2007, j'ai concrétisé mon projet familial de migration vers le Bas-St-Laurent, le pays d'une partie de mes ancêtres. Il s'agit pour moi d'un retour aux sources. Une décision de coeur et d'esprit qui se veut un pont entre le passé et l'avenir, comme ce mémoire, d'ailleurs.

Y a-t-il ce qu'il faut de passé pour qu'il y ait un avenir ?

(Daniel Sibony, *Entre-deux*, p.170)

Qui sommes-« nous » ?

Bien au delà du débat sémantique, l'affaire des accommodements raisonnables qui fait actuellement couler beaucoup d'encre semble questionner le groupe que forment les Québécois à son niveau identitaire le plus profond. Car pour fixer ses limites et tenter de faire respecter ses valeurs, encore faut-il être en mesure de se définir soi-même. Et c'est là que le bât blesse chez-nous.

Il est en effet simple, facile et accommodant de prétendre, comme nous l'avons fait depuis un certain temps, qu'est Québécois qui habite simplement le territoire du Québec et qu'en raison de cela, tous le sont au même titre, sans distinction aucune. En se soumettant à cette logique, les Québécois de souche se sont empêchés depuis lors de dire « Nous » en faisant référence à leur passé, par crainte d'exclure ou de choquer quiconque. Ils ont, de façon légitime et très généralement bienveillante, tenté d'inclure tout le monde dans leur « Nous », afin que tous ceux qui désiraient faire partie de ce groupe s'y sentent le plus intégrés possible. Ils ont même renoncé, plus ou moins allègrement il est vrai, à certaines réalités de ce qui avait contribué jusque-là à les définir (la religion catholique notamment), permettant ainsi d'élargir au mieux cette définition du « Nous ». Car sans croire que je cherche à choquer, vous me permettez ici de parler de « Nous » en faisant référence d'abord, par la force de l'histoire, à ceux que nous appelons – au grand déplaisir de certains – les « pures laines » ou « de souche », deux termes qui sont aujourd'hui pratiquement bannis de notre vocabulaire et qu'il faut utiliser avec la plus grande des prudences.

Pourtant, la plupart des nations du monde se définissent d'abord en fonction de leur passé. En fait, selon la définition même du mot « Nation », statut que le reste du Canada nous a d'ailleurs récemment reconnu, nous sommes bien forcés de rappeler une provenance car une nation est « un groupe d'hommes auxquels on suppose une origine commune, » ou encore « un groupe d'humains, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle) et la volonté de vivre en commun. »¹.

La nécessaire ouverture sur le monde et les autres fait en sorte que nous nous devons cependant d'être les plus accueillants et ouverts possible, car c'est véritablement cette ouverture aux autres qui nous fait grandir et qui nourrit cette identité qui est la nôtre mais qui se transforme également au fil du temps et des apports extérieurs. Il serait inutile et suicidaire de se replier sur nous-même en souhaitant protéger une identité qui n'a de sens que si elle sait s'exprimer et grandir dans l'avenir. Mais pour cela, il me semble qu'elle doit nécessairement s'appuyer sur son passé.

La question qui nous amène ici est bien celle des accommodements raisonnables et il semble à certains que le débat dérive. Personnellement je crois qu'il n'est pas mauvais qu'il dérive un peu puisque ces accommodements que nous avons jusqu'ici bien vaillamment acceptés de concéder servent bien souvent à protéger l'identité de certaines minorités qui, elles, se définissent en regard de leur propre passé et ce sans craindre apparemment d'exclure ni de choquer. Car, si plusieurs

¹. Le nouveau petit Robert, Dictionnaires le Robert, Paris, 1995

accommodements sont de type religieux, nous nous entendrons pour dire que la séparation entre religieux et culturel est parfois ténue, voire indissociable. En effet, quelle est la part de culturel dans le port du voile islamique ? Comment dissocier identité culturelle et religieuse chez les juifs hassidims ? Et pour nous, comment séparer ces rituels chrétiens que sont Noël, Pâques ou ce symbole du crucifix à l'Assemblée nationale de notre identité de peuple ? Qu'on le veuille ou non, le religieux fait partie de ce que nous sommes, comme il a d'ailleurs largement contribué à la fondation de ce pays qui est le nôtre.

Oui, il est vrai, nous aussi avons été des immigrants. Nos ancêtres ont un jour quitté un pays qui était le leur pour venir vivre ici et en bâtir un autre. À leur arrivée, ils ont rencontré les peuples autochtones, tantôt accueillants, tantôt hostiles. Ceux-ci possédaient dès lors une identité bien affirmée, identité que nos ancêtres ont, souventes fois, tenté de balayer du paysage. À cet égard, je considère que nous avons une dette incommensurable à l'égard des autochtones d'ici. Il faudra donc, dans la précision de notre définition identitaire, trouver l'espace nécessaire pour accommoder d'abord ces peuples qui étaient ici avant nous et qui ont également participé à définir cette identité qui est aujourd'hui la nôtre. Car c'est, entre autres, en nous frottant aux peuples autochtones que nous nous sommes distingués de ce qui avait été jusque là notre identité. C'est en courant les bois, c'est en affrontant les rigueurs de l'hiver, c'est en tentant de réconcilier une volonté chrétienne de conversion et une nécessaire alliance avec ces peuples indigènes pour survivre que nous sommes devenus des « Canayens ». Ainsi dans notre patrimoine les noms amérindiens de villes côtoient-ils les innombrables noms de saints. D'ailleurs, ce nom même de « Canada » (Kanata à l'origine), n'était-il pas le symbole même de cette identité nouvelle, mi-française, mi-amérindienne ? Nous n'étions plus des Français, nous n'étions pas non plus Amérindiens, nous étions les « Canayens ». Pourtant, nous avons dû abandonner ce nom qui définissait bien cette identité nouvelle au profit du nom plus « généralisant » et davantage lié au territoire de « Québécois ». Ce fait, apparemment banal, que très peu remettent en question est peut-être à l'origine de ce malaise qui empêche aujourd'hui les Québécois de souche de se nommer justement, en toute tranquillité d'esprit.

Car personnellement, même si je le souhaitais, je ne pourrais jamais me dire Juive et il me serait très difficile sinon impossible de le devenir. Je ne serai non plus jamais Italienne, ni Portugaise, ni Haïtienne. Et je ne suis pas Française. Alors qui suis-je ? Si ces groupes, souvent ici depuis des générations, lorsqu'ils disent « Nous », réfèrent encore à leur origine première, si, lorsqu'ils fêtent leur fête nationale, ils célèbrent celle de leur première Patrie, alors laquelle est la nôtre ?

Par le biais de toutes sortes d'accommodements, nous avons tenté d'inclure les immigrants dans notre « Nous ». Nous avons supposé qu'ils partageaient la volonté d'être des Québécois. Mais au-delà des responsabilités civiles que requiert toute citoyenneté, n'y a-t-il pas également une responsabilité d'honorer le passé ? De respecter l'Histoire, la culture et la langue d'un peuple qui vous accueille chez-lui ? Si l'on ne peut pas se nommer collectivement, comment prétendre alors que certaines valeurs sont les « nôtres » ? Si notre société est à ce point ouverte et englobante qu'il ne nous est plus possible de définir ce qui en est le fondement même, alors pourquoi chercher à en protéger la culture et la langue ? Pourquoi vouloir lui donner un pays à son image ?

Certains répondront à cela que les valeurs de la société québécoise sont claires, que nous les connaissons bien, qu'elles sautent aux yeux et qu'elles sont partagées par

tous les Québécois. Cela va de soi, effectivement, tant que nous nous référons par choix, pour les assises du pays, à un même passé et une même Histoire. Mais qu'arrive-t-il lorsqu'une série d'accommodements permet à une minorité de gens de vivre dans notre société, et à côté d'elle quand cela leur convient, selon leurs valeurs et leur culture sans changer leurs propre définition du «Nous» ? Si l'espace aménagé par les accommodements est si vaste que la majorité n'ose plus faire référence à elle-même sans crainte de heurter une minorité ou une autre, sommes-nous encore dans l'ordre du raisonnable ?

À vouloir être trop tolérants, politiquement corrects et inclusifs dans notre définition de l'identité québécoise, c'est notre substance même qui s'évapore. Le phénomène actuel de l'accommodement ne témoigne pas d'une réelle volonté de vivre ensemble, tout comme la tolérance ne requiert pas beaucoup d'efforts sinon que de se fermer les yeux (et la bouche) en supportant simplement l'existence de l'autre. Vivre ensemble requiert de l'implication, de la confrontation à certains moments et demande, évidemment, de faire certains compromis. Ceux-ci cependant ne devraient pas être faits dans l'unique but de préserver un caractère spécifique de l'une des parties, mais bien dans un objectif commun d'enrichir la définition que nous avons de «Nous». Or, pour que la majorité soit en mesure de faire des compromis éclairés quant à son identité, il faut d'abord qu'elle sache qui elle est, d'où elle vient et qu'elle puisse légitimement et fièrement se nommer.

S'accommoder simplement pour vivre côte-à-côte? Non.

Faire des compromis pour construire une Nation qui «Nous» ressemble et une identité nouvelle qui nous rassemble tous, en tenant compte du passé ? Oui.